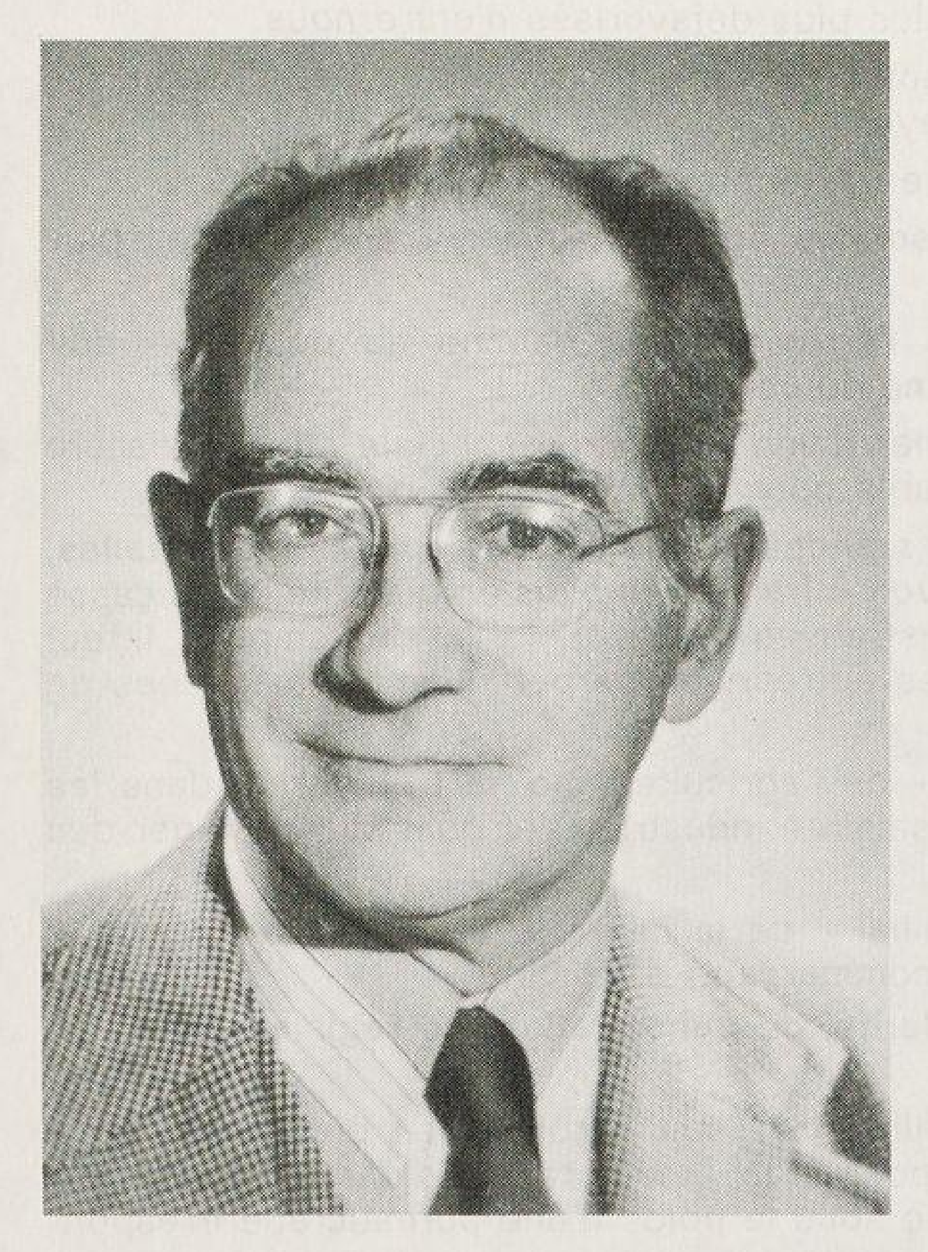
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978 — 2ème CIRCONSCRIPTION DES LANDES



Xavier DEFOS DU RAU

Avocat à DAX - Bâtonnier de l'Ordre
Croix de Guerre

CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Suppléant :

Roger LESBATS

Industriel à LEON



Chers amis,

Je ne suis pas de ceux qui viennent vous faire des promesses. Les promesses ou les critiques électorales sont « les miroirs aux alouettes » destinés à piéger l'électeur.

Je veux d'abord démystifier le « matraquage » dont vous êtes l'objet depuis trop longtemps.

On vous représente la France comme un pays de misère où la moitié de la population « riche » opprime les « pauvres » ; où la moitié de paresseux et d'oisifs profite de la peine des « travailleurs » ; où les gouvernements successifs accumulent les « bilans de faillites »...

Les politiciens professionnels vous mentent.

Les Français travaillent tous, à droite comme à gauche.

Les Français, en 30 ans, ont transformé la France en un grand pays industriel et agricole qui exporte dans le monde entier ses productions et qui est dans le peloton de tête des puissances économiques.

La France est parmi les pays du monde dont le niveau de vie par habitant est le plus élevé. Deux fois supérieur à celui des pays soi-disants « socialistes » qui, en 30 ans, ont progressé deux fois moins que nous. Et la France est le pays où l'égalité des conditions de vie éclate aux yeux de tous.

Les Français constatent tous les jours ce progrès : dans leurs logements nombreux, dans leur équipement ménager, leur habillement, leur nourriture, leurs loisirs, leur auto, leur télé, leurs enfants scolarisés, leur santé assurée. **Depuis 30 ans, c'est une véritable révolution qui s'est tranquillement réalisée** dans la façon de vivre de **tous** les Français.

Les pays « socialistes » dans le même laps de temps n'ont progressé que de moitié par rapport à nous, et restent à la traine bien loin derrière nous.

C'est un bilan positif qui est à mettre au crédit des structures libérales de notre pays et des gouvernements successifs : c'est le résultat de la liberté d'entreprise, du dynamisme personnel des Français.

Il est vrai que tout n'est pas parfait.

Il est vrai que nous subissons, comme l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne et bien d'autres pays, une grave crise de l'emploi et que le **chômage** est dramatique pour de nombreuses familles.

Mais il faut être de mauvaise foi pour imputer cette situation au gouvernement ! Il y a quatre ans, lorsque tout allait bien, que nous étions en pleine croissance économique, est-ce que l'opposition applaudissait le gouvernement ? Non ! On reproche actuellement au gouvernement ce qui va mal, mais on ne le félicite jamais pour ce qui va bien !

C'est trop facile.

La crise, qui est en réalité plus qu'une crise, une véritable mutation des conditions internationales de l'économie, nous a été imposée de l'extérieur. Nous la subissons et la subirons encore longtemps.

Il faut remédier à ses conséquences et surtout pour les plus défavorisés d'entre nous.

C'est déjà partiellement chose faite : le gouvernement a réussi à tenir l'inflation au-dessous de 10 %, c'est-à-dire bien mieux que dans la plupart des autres pays.

Dans le même temps, il a augmenté le S.M.I.C. pour en améliorer le pouvoir d'achat.

On a doublé les prestations vieillesse pour les **personnes âgées.** Ainsi a-t-on « paré au plus pressé » sur le plan social.

La relance économique — freinée par la crainte de l'arrivée de la gauche au pouvoir — doit nécessairement s'amorcer pour résoudre rapidement le problème du chômage.

Déjà 460.000 **jeunes** en quelques mois ont pu bénéficier d'une législation spéciale qui leur assure un premier emploi et une formation professionnelle indispensable pour leur avenir.

Pour affermir et amplifier ces résultats, il faut aider et soutenir les **petites entreprises industrielles, commerciales, artisanales, libérales, qui sont les seules à pouvoir offrir des emplois** en quantité, si on cesse de les écraser de charges fiscales, salariales, sociales, administratives ; pour qu'il y ait des emplois, il faut des employeurs capables d'offrir de justes salaires, et non des entreprises perpétuellement menacées de faillites !

Sur le plan agricole, il faut admettre que le « salaire » de l'agriculteur ne se trouve que dans les **prix agricoles** qu'il faut impérativement indexer sur les prix et salaires industriels, et qu'il faut protéger des importations à bas prix.

Sur le plan **familial,** il faut développer le « salaire familial » de la mère, le statut de la **femme** au foyer, le statut fiscal et social de la femme d'agriculteur, de commerçant, d'artisan...

Tout cela ne peut se faire que dans un esprit **de solidarité, de concertation, de réglementation,** et non dans un climat de conflit et d'incompréhension.

La gauche, bien désunie, ne brasse que des slogans illusoires, fait miroiter des promesses sans lien avec les réalités quotidiennes de l'économie, et ne propose que l'instauration d'une monumentale administration étatisée qui écrasera les individus et l'économie sous le poids d'une bureaucratie irresponsable et inefficace dont nous voyons le triste exemple ailleurs.

Nous invitons quant à nous les électeurs à comprendre que ce n'est pas en bouleversant tout que l'on résoudra les problèmes aigus qui se posent ; ce n'est pas parce que la machine est déréglée qu'il faut la mettre à la casse.

Ainsi, la prochaine consultation électorale ne se présente pas comme les précédentes ; il ne s'agit pas seulement pour les électeurs de choisir leur représentant à Paris ; il ne s'agit pas seulement de choisir un homme honorable, compétent et dévoué : il s'agit de désigner un représentant qui par le seul fait de son élection et de son appartenance politique contribuera de façon déterminante au maintien ou au bouleversement de nos structures politiques, économiques et sociales.

Et ce choix aura des conséquences sans doute irréversibles, en tous cas pour de très longues années.

Les Français et les Landais sont conscients de l'importance exceptionnelle, véritablement « historique » que va revêtir le scrutin du 12 mars.

C'est véritablement un « choix de société » qui nous est proposé :

Voulons-nous une société démocratique et libérale, au sein de laquelle chacun peut librement s'exprimer jusque dans ses critiques les plus vives ? Voulons-nous une société de concertation admettant qu'elle n'est et ne sera jamais parfaite, mais tendant inlassablement à la réforme de ses propres structures et de ses propres méthodes en vue de progresser sans trêve vers plus de justice et plus d'efficacité ?

Voulons-nous au contraire une société totalitaire, monopolisant aux mains de l'Etat tout puissant et au service d'une bureaucratie qui aurait tous pouvoirs sur les rouages économiques, non seulement la direction de la vie matérielle de tous les citoyens, mais jusqu'à « l'éducation » de leur cerveau ?

Voulons-nous une société qui respecte l'initiative privée, qui suscite le sens des responsabilités, qui s'appuie sur le dynamisme personnel, qui tient compte des réalités quotidiennes pour les orienter vers le meilleur résultat possible au service de l'intérêt général ?

Voulons-nous au contraire une société animée de chimères idéologiques et préférant satisfaire le rêve de quelques « intellectuels » au risque, par des mesures démagogiques, de provoquer l'effondrement de tout l'acquis économique et social des 30 dernières années ?

C'est le caractère outrancier et irréversible du « Programme commun » qui est directement responsable de cette « bipolarisation » brutale de notre vie politique ; on est pour ou on est contre ; il n'y a pas de nuance possible ; on ne peut biaiser ; suivant le choix, la France restera libérale ou deviendra totalitaire.

C'est parce que les deux termes du choix sont irréductibles que la majorité présidentielle a réalisé dans les Landes une unité exemplaire.

J'ai l'honneur d'avoir été choisi, sans réticence, par tous les mouvements politiques composant cette majorité, pour proposer aux électeurs de la circonscription de Dax ce que nous croyons de toute notre âme être le « bon choix », le choix de l'intérêt national, le choix de la démocratie vivante, multiple, libérale, tolérante, le choix de la justice sociale effective, le choix de la réforme permanente des structures et des méthodes ; le choix de la liberté.

L'ENJEU EST TELLEMENT GRAVE POUR NOTRE PAYS QUE JE N'HESITE PAS A VOUS DIRE : LE 12 MARS, DES LE PREMIER TOUR,

VOTEZ TOUS et faites voter X. DEFOS DU RAU

TYPO-OFFSET GAYON - DAX

Vu : les candidats.